

GROUPE

UNION DES DEMOCRATES ET INDEPENDANTS

Monsieur Manuel VALLS
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 PARIS

Paris, le 1^{ER} octobre 2014

Monsieur le Premier Ministre,

A la veille de débats budgétaires cruciaux, la situation de notre pays est particulièrement préoccupante. Notre capacité à garder la maîtrise de notre destin et à préserver notre modèle social est en jeu.

Le Président de la République, le Gouvernement, et la majorité ont engagé la France sur la pente du déclin : la croissance est nulle alors qu'elle redémarre dans la zone euro, l'augmentation massive du chômage brise chaque jour des vies et des familles entières, la réduction des déficits publics est un échec et la promesse des 3% repoussée une nouvelle fois à 2017, la dette explose et dépasse désormais les 2000 milliards d'euros, la confiance a laissé place à l'angoisse, la désespérance et la colère.

Depuis le début de la législature, le Groupe UDI n'a cessé de dénoncer avec force les fautes, les erreurs et les errements commis par la majorité et l'a alertée sans relâche sur les conséquences désastreuses de ses décisions injustes socialement et inefficaces économiquement.

Nous n'avons jamais été écoutés. Deux ans et demi après l'arrivée au pouvoir de François Hollande, force est de constater que votre politique a échoué.

Vous vous êtes livrés à un matraquage fiscal sans précédent des ménages et des entreprises et vous avez ainsi durablement fragilisé leur confiance. Vous avez refusé d'engager les réformes profondes et vitales pour l'avenir du pays. Vous avez vous-même ainsi rendu l'équation budgétaire impossible.

Lorsque vous avez dit vouloir tourner le dos à ces erreurs en réalisant 50 milliards d'euros d'économies, nous avons accueilli cette volonté avec une bienveillante attention. Aujourd'hui, nous savons que ces économies ne seront pas réalisées. Pire, les déficits dérapent et s'aggravent.

Jamais les dépenses publiques et les prélèvements obligatoires n'ont été aussi élevés et ce, alors même que les efforts imposés aux Françaises et aux Français n'ont jamais été aussi importants.

Avec la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu, vous allez une nouvelle fois augmenter les impôts des classes moyennes, déjà asphyxiées par votre politique. Le consentement à l'impôt, déjà fragilisé, s'en trouve menacé. Ce sont les fondements même du pacte démocratique que vous mettez en péril.

Le Groupe UDI l'affirme sans détour : l'universalité de l'impôt doit être l'objectif. La participation de tous à l'effort de la Nation, du plus aisé au plus modeste, chacun à la hauteur de ses moyens, mais sans que personne ne puisse s'exonérer du pacte de solidarité qui doit lier tous les Français et les Françaises, est un préalable indispensable pour emporter l'adhésion de tous à l'effort commun.

En outre, nous vous le répétons : sans véritables réformes structurelles, il sera impossible de sortir notre pays de la crise. Réforme de l'Etat, réforme des collectivités territoriales, de la protection sociale et de la santé, rénovation de la démocratie sociale, transition écologique, valorisation de la ressource humaine de la Nation, six réformes essentielles que vous n'avez pas pris à bras le corps.

La Modernisation de l'Action Publique, pour réformer l'Etat et le rendre plus performant, plus efficace, moins coûteux et plus proche du citoyen, n'a encore trouvé aucune traduction concrète. La réforme des collectivités territoriales restera également une occasion manquée.

En lieu et place de la grande réforme de la protection sociale et de la santé, vous avez fait adopter une réforme des retraites insuffisante pour garantir la pérennité de notre système de retraites par répartition et une réforme de la dépendance dont la vacuité tranche brutalement avec la gravité et l'importance des enjeux soulevés par la perte d'autonomie.

Vous n'avez pas non plus rénové en profondeur notre démocratie sociale. Il est pourtant urgent de passer enfin d'un paritarisme de gestion à un paritarisme de négociation, qui permettra plus d'équité et plus de justice sociale.

De même, la transition écologique, formidable mutation engagée par le Grenelle de l'environnement, doit être poursuivie. Un coup d'arrêt terrible lui est porté avec le projet de loi de transition énergétique, inefficace, dépourvu de souffle, de vision et d'ambition. Alors que le Président de la République a promis de verser 1 milliard de dollars au Fonds vert des Nations Unis, le Groupe UDI vous demande de réorienter la fiscalité. Elle ne doit plus être perçue comme une charge parfois insurmontable, telle l'augmentation de la taxe sur le diesel, et redevienne un instrument puissant au service du développement de notre société.

Enfin, les annonces récentes sur le soutien à l'apprentissage ne permettront pas de freiner sa chute historique, liée aux erreurs commises depuis le début du quinquennat. Il faut soutenir massivement cet outil essentiel pour gagner la bataille de l'emploi, en particulier des jeunes. La valorisation de la ressource humaine de notre Nation est en effet la clé de notre capacité à surmonter les défis que la France doit relever.

En refusant d'engager ces six chantiers indispensables pour préparer l'avenir du pays, vous vous voyez contraint de faire des choix de court terme qui ne permettront malheureusement pas de maîtriser efficacement les dépenses publiques, qui ne freineront pas non plus le déclin du pays mais contribueront sans nul doute à affaiblir notre modèle social.

Les budgets 2015 vont constituer une nouvelle attaque contre les retraites, fragiliser plus encore notre politique familiale. Vous faites supporter un effort plus important aux collectivités territoriales qu'à l'Etat, tout en leur transférant des charges toujours plus lourdes. Vous faites ainsi peser une lourde menace sur leurs capacités d'investissement et risquer de fragiliser encore plus la ruralité.

Les conséquences de votre manque de courage sont terribles et vos décisions aussi injustes qu'inefficaces. Vos choix éloignent chaque jour un peu plus la France du chemin qu'elle doit prendre pour renouer avec la croissance et l'emploi. Ils contribuent à détruire encore plus la confiance, sans laquelle ces nouveaux efforts n'auront pas de sens, sans laquelle le redressement du pays sera impossible.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de notre haute considération.

Philippe Vigier, Président du Groupe UDI, Thierry Benoit, Charles de Courson, Laurent Degallaix, Stéphane Demilly, Yannick Favennec, Philippe Folliot, Meyer Habib, Francis Hillmeyer, Yves Jégo, Philippe Gomes, Sonia Lagarde, Jean-Christophe Lagarde, Maurice Leroy, Hervé Morin, Bertrand Pancher, Michel Piron, Franck Reynier, Arnaud Richard, François Rochebloine, Rudy Salles, André Santini, François Sauvadet, Jonas Tahuaitu, Francis Vercamer, François-Xavier Villain & Michel Zumkeller